

# LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

Numéro spécial  
hors série

STRICTEMENT RÉSERVÉ AUX MEMBRES  
DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

## INCROYABLE COUP de FORCE de la C.A.P.

La majorité de la C.A.P. vient de prendre une décision très grave qui porte atteinte à la démocratie du Parti: par circulaire adressée à toutes les sections, les militants de la G. R. sont victimes des calomnies les plus redoutables. On les accuse de vouloir donner des armes à l'ennemi, d'être des éléments dissolvants et indisciplinés. On colporte des propos inventés de toutes pièces pour mieux assésiner une minorité loyale, dévouée, ayant fourni des preuves innombrables d'attachement au Parti.

Cette opération a été conduite avec les vieux procédés politiques. On a obligé beaucoup de camarades de la C.A.P. gênés par cette alternative, ou à désavouer les termes blessants et injustifiés employés à dessein par le secrétaire général du Parti ou à laisser accuser des camarades qui ne méritent pas un tel traitement. Et personne n'a osé se lever pour demander le vote de la motion déposée par Marceau PIVERT et Lucien HERARD (MODIANO, malade):

« LA C.A.P. DECIDE QUE LA CIRCULAIRE ENVOYEE PAR LE SECRETARIAT SERA SUIVIE D'UNE MISE AU POINT DE LA MINORITE DESTINEE D'UNE PART A INFORMER EXACTEMENT LES MILITANTS; D'AUTRE PART A CONSERVER AU PARTI LA CERTITUDE UNANIME QU'IL EST CAPABLE DE REGLER SES DIFFICULTES PAR LE JEU NORMAL DE LA DEMOCRATIE INTERIEURE. »

Personne pour réclamer cette condition élémentaire d'une bonne information: entendre les deux parties. Devant des milliers de sections, on dira: « Marceau Pivert et la G. R. considèrent que Blum est un traître ». Et nous n'aurons pas pu faire connaître notre protestation indignée, mettre au point le caractère de nos critiques.

« Renvoyé devant le Conseil National », dit Lebas...

C'est-à-dire devant des délégués mandetés d'après des informations tronquées et fausses.

Et l'on croit servir ainsi le Parti !

ET L'ON APPELLE CELA LA DEMOCRATIE SOCIALISTE !

Et l'on accepte, sans que le rouge de la honte ne vienne sur le front, de laisser salir ainsi l'honneur de militants dévoués à leur parti jusqu'au sacrifice...

Quel crime avons-nous donc commis ?

Contre ces accusations, contre ces procédés, contre cette basse politique de truquage des assemblées et ces manœuvres indignes du socialisme, nous nous tournons vers nos frères du rang, vers ceux dont le cœur est pur de toute ambition et de tout compromis avec le vieux monde, et nous leur crions de toute notre foi révolutionnaire, de toute notre sincérité:

« AIDEZ-NOUS A OBTENIR JUSTICE. »

G. R.

## LA CIRCULAIRE 273

Nous invitons les militants à exiger la lecture de la circulaire 273 du secrétariat du Parti.

Et voici nos commentaires :

1° « La C.A.P. unanime moins deux de ses membres ».

REMARQUE. — C'est encore une fois l'unanimité des présents dont il s'agit; par conséquent, la formule « moins deux de ses membres » est une déformation de la vérité.

Étaient présents :

Château, Gaillé, Delépine, Descourtieux, Dormoy, Escourrou, Evrard, Farinet, Favier, Gaillard, Grandvallet, Grumbach, Lagorgette, Lebas, Mailly, Paz, Pivert, Séverac, Blumel, P. Faure, Louis Lévy, Modiano, Rivière.

Étaient absents :

Blum, Braecké, Bretin, Laurent, Longuet, Monnet, Graziani, Hérard, Moch, Rivière, Zyromski.

2° « Tentative de désagrégation ».

De quoi s'agit-il, quels faits invoque-t-on? Aucun, sinon, la commission de contrôle du Parti est faite pour les connaître et pour prendre des sanctions.

3° « Attaques injustes et systématiques contre la politique voulue par les assemblées souveraines du Parti ».

Nouvelle équivoque! C'est précisément pour rappeler la politique voulue par le Parti que nous élevons des protestations.

(Voir article censuré ci-contre.)

4° « L'ennemi fait usage des propos des militants et notamment ceux du camarade Marceau Pivert ».

RÉPONSE. — L'ennemi approuve ce qui sert sa politique et s'élève contre ce qui le gêne; d'où les attaques continues de la presse fasciste contre Marceau Pivert, très heureuse de reproduire certains articles du Bureau du Parti.

Exemple : « M. Séverac dit aux enfonceurs du clou antiministériel qu'ils devraient accepter « la suite logique de leur attitude : si nous nous sommes trompés ou si nos délégués n'ont pas fait ce qu'ils avaient promis de faire, il n'y a qu'à déclarer malhonorable, qu'à reprendre les mandats confiés par erreur ou mal remplis; il n'y a qu'à demander qu'on sorte du gouvernement. »

(Le Temps, du 15 janvier 1937.)

« Marceau Pivert condamne le gouvernement, repousse l'union devant le danger extérieur, préconise la lutte de classes, rejette l'idée de collaboration avec le capital, nie les besoins de la défense nationale, exige la soviétisation des entreprises. Parfait.

« ...Marceau Pivert n'a rien à faire dans les avenues du pouvoir: qu'il soit prié de résigner des fonctions incompatibles avec ses idées. Il

COMITE DE REDACTION :

MARCEAU PIVERT

Michel COLLINET

René LEFEUVRE

29, rue Mouffetard, Paris V<sup>e</sup>

Adresser la correspondance pour la tendance au

SECRETARIAT ADMINISTRATIF

6, Villa Marguerite,

à Issy-les-Moulineaux (Seine)

TRÉSORIER : ANITA SAUVAGE

6 bis, rue Pocard, Levallois (Seine)

C. C. Postal : Paris 351.44

ABONNEMENTS : 10 FR.

## CENSURE...

Le texte que nous donnons à nos lecteurs est un passage du leader de Marceau Pivert dans le *Populaire* du 12 janvier: « Défense de la liberté ».

Ce passage a été CENSURÉ par la direction du *Populaire* en application des récentes décisions de la C.A.P.

« ...Nous n'avons pas signé quoique ce soit contre les occupations d'usines. Au contraire, notre première manifestation de Parti a été de saluer ce magnifique mouvement.

« Nous n'avons pas signé le service de deux ans. Au contraire, notre motion unanime du Congrès de juin réclamait le retour au service à court terme.

« Nous n'avons pas signé un programme de surearmement formidable. Au contraire, le programme du Front populaire comporte le désarmement général.

« Nous n'avons pas signé certaines nominations de hauts fonctionnaires liés aux trusts; au contraire, nous avons voulu l'ÉPURATION. Nous n'avons pas signé de propositions « d'entesentes industrielles ». Au contraire, nous voulons la nationalisation des trusts et le contrôle ouvrier.

« Nous n'avons pas signé un programme permettant d'interdire le *Populaire* dans les casernes et de mettre en prison des jeunes soldats qu'on soupçonne d'être socialistes. Au contraire, nous considérons comme une liberté démocratique élémentaire le droit pour les militaires de lire les journaux qui leur conviennent et de se réunir pour discuter ou s'éduquer en dehors des heures de service. Puisqu'on parle de « l'armée républicaine », qu'on commence donc par faire entrer la République dans les casernes!

Enfin ce que nous avons signé pour les colonies, c'est « la mise en vigueur des libertés démocratiques de la métropole: liberté individuelle, liberté de conscience, liberté de réunion, d'association, de circulation, liberté de presse », c'est aussi « l'application automatique et intégrale aux indigènes de la législation sociale et de la législation du travail en vigueur dans la métropole ».

Cela devait être réalisé « comme première étape » « dans le plus court délai », disait notre *Conseil national*... Mais en octobre, en Indochine, et en novembre, au Maroc, on arrêtait encore des indigènes qui avaient pris au sérieux ces perspectives...

MARCEAU PIVERT.

n'en militera que mieux hors des sphères officielles. »

G. de MARSILLY.

(Le Petit Bleu, jeudi 14 janvier 1937.)

## PAUL FAURE AUSSI...

Mais n'y a-t-il pas imprudence à employer cet argument, puisque certains discours de Paul Faure tombent également sous la même accusation? (De même ceux de Léon Jouhaux.)

Exemple :

Le 8 juillet, à Puteaux, Paul Faure oublie de faire appel à la « confiance des possédants ». Il déclare : « Le Gouvernement de Front populaire, à direction socialiste, est là pour appliquer le programme de Rassemblement populaire.



ment. Mais si le Parti ne prend pas immédiatement les mesures nécessaires, il s'apercevra un jour qu'il est miné.

**DILÉPINE.** — Nous sommes surpris de la gravité que prend ce débat. Sur le fond, je suis entièrement d'accord avec Paul Faure. Au Conseil national, avant la constitution du gouvernement, nous avons fait un contrat. Je pense que l'activité de la Gauche Révolutionnaire peut être nuisible. Mais je ne voudrais pas aller jusqu'à des excommunications et des exclusions immédiates. Il y a 100.000 adhérents nouveaux. Il faut d'abord les assimiler. Ils ne sont pas socialistes. Beaucoup sont passés directement de la réaction à la Gauche Révolutionnaire. Ces camarades sont prêts à accepter n'importe quels mots d'ordre. Pivert sera d'ailleurs la victime de ces jeunes impatiences. Je suis garant de sa loyauté. La 15<sup>e</sup> section, presque entièrement Gauche Révolutionnaire, est néanmoins loyaliste envers le Parti. Que Marceau surveille ses paroles, et que le Parti commence une besogne immédiate d'éducation.

**LEBAS.** — La Gauche Révolutionnaire fait preuve d'une incompréhension absolue de la situation qui est faite au Parti, situation qu'il n'a jamais connue. Nous sommes dans une lutte. Est-ce qu'on doit créer une organisation dans le Parti pour le combattre? On a pu le faire, ce n'est plus possible maintenant. Le *Populaire* ne doit plus publier d'articles néfastes, qui produisent le plus mauvais effet. Personne n'est frappé. La liberté d'expression subsiste dans le Parti; au Conseil national, Marceau Pivert pourra dire librement tout ce qu'il veut.

Les trois textes présentés par Paul Faure sont votés par 21 voix contre 2 (celles de Marceau Pivert et de Modiano, Hérard étant excusé).

## LA LOI SUR LA PRESSE

Nous commenterons dans le prochain numéro la nouvelle loi sur la presse. Nous attendrons, pour la juger, qu'elle ait reçu sa forme définitive. Ce que nous pouvons dire d'ores et déjà, c'est qu'elle ne résoudra pas le problème de la presse. Que la calomnie soit rendue plus difficile, c'est probable. Qu'on puisse plus facilement atteindre des journaux d'extrême-gauche non conformistes, les ruiner et les déposséder de leur titre, c'est, hélas! au moins aussi probable.

Qu'on tente de connaître l'origine des ressources des journaux, c'est excellent. Qu'on y arrive effectivement, c'est beaucoup plus douteux; et surtout, tant que notre administration, dans tous les domaines, restera pourrie de fascistes, on se demande comment un contrôle quelconque pourrait être efficace.

Et puis, et c'est l'essentiel, **ON N'A PAS ENCORE TOUCHÉ AU TRUST HAVAS.** M. Guimier est parti. Nous nous en réjouissons. Mais le scandale Havas continue. Havas-information est toujours Havas-déformation. Havas-publicité est toujours la seule source possible de publicité pour un journal quelconque. Havas-publicité continue à donner des ordres de silence et à imposer les directives d'Havas-information. Les Messageries Hachette ont toujours le monopole de la diffusion des journaux en France, et peuvent étouffer tout journal qui attaquerait le trust. Havas et Hachette sont toujours sous la domination exclusive de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de MM. Finaly et Mercier. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler le rôle que jouaient ceux-ci dans la politique contemporaine. Nous n'avons rien à y changer après l'avènement du gouvernement de Front Populaire. La campagne de silence sur les incidents de l'Urbaine-Solea a été pleinement efficace. Nous reviendrons sur tout cela, et sur d'autres choses encore. La lutte contre le trust Havas-Hachette-Banque de Paris et des Pays-Bas continue...

René MODIANO.

## CONTRE LA BOLCHEVISATION DU PARTI

Camarades, le secrétaire du Parti nous refuse de nous justifier devant les 5.000 sections qui ne connaîtront que la circulaire 273... Envoyez aux militants de province que vous connaissez cette feuille d'information.

# A PROPOS D'UNE LETTRE VOLÉE

Nous mettons en garde les militants contre une manœuvre de type policier que la direction du Parti aurait, parait-il, l'intention de faire contre la Gauche révolutionnaire. Comme le Secrétariat ne possède aucun argument contre notre sol-disant activité scissionniste, il espère le trouver dans une lettre privée obtenue par des procédés relevant du cabinet noir. (De Louis XV à Hitler, c'est un moyen de gouvernement pour ceux qui vivent du mensonge.)

Se trouvant au mois de septembre en Espagne, isolé dans un village et immobilisé par un accident, notre camarade Collinet fit parvenir à quatre d'entre nous une lettre privée où il critiquait la politique du Gouvernement dans les affaires d'Espagne principalement. Cette lettre témoigne de l'amertume profonde ressentie par les miliciens et les révolutionnaires espagnols à l'égard de l'embargo sur les armes décrété par le Gouvernement de Front populaire.

Cette lettre rigoureusement privée est entre les mains du Bureau fédéral de la Seine. Par quels moyens: vol, abus de confiance, marchandage, complicités policières? Laissons aux camarades le soin d'apprécier la délicatesse de certains dirigeants...

Des extraits de cette lettre seront sans doute présentés dans des assemblées du Parti.

Gageons que le passage suivant, que nous don-

nons à titre documentaire, ne sera pas lu devant les militants:

*« La Gauche Révolutionnaire n'est pas un parti indépendant, mais seulement une tendance du Parti socialiste; cela crée des conditions spéciales à son action, conditions que nous devons examiner. La Gauche Révolutionnaire n'est pas scissionniste, elle n'a nulle envie de se l'herer comme tant d'autres à un travail de charcuterie qui, s'il peut donner des satisfactions morales et esthétiques à ses auteurs, n'aboutit qu'à des résultats dérisoires pour la classe ouvrière et compromettants pour les possibilités révolutionnaires. »*

Que reste-t-il après cela de l'accusation jésuitique que nous voulons et préparons une scission?

Les militants qui nous ont vus à l'œuvre nous connaissent bien. Nous sommes pour quelque chose dans la montée des effectifs du Parti, dans son influence grandissante sur les masses ouvrières des entreprises. Nous sommes pour quelque chose dans l'augmentation formidable de la vente du *Populaire*. Un peu partout, ce sont en premier lieu des camarades de la O.R. et des J.S. qui vendent notre organe!

Est-ce l'œuvre de scissionnistes, cela? Non, c'est l'œuvre de militants qui veulent fortifier leur Parti, et lui donner chaque jour davantage un visage révolutionnaire.

## LE VRAI VISAGE DES "DÉFENSEURS" DE LEON BLUM

Qui ne se souvient du Congrès de Huyghens?

Les mêmes qui, aujourd'hui, par des mesures administratives, étranglent la démocratie, étouffent la pensée des militants, voulaient éliminer de la C.A.P. les collaborateurs de Léon Blum: Jules Moch, Georges Monnet, André Blumel. Ces camarades auraient été écartés de la direction du Parti, sans le sacrifice fait par la Gauche révolutionnaire d'un de ses sièges au profit de Jules Moch.

Les mesquins procédés de couloirs, utilisés par le Secrétariat contre ces camarades, sont aujourd'hui remis en honneur avec grand orchestre contre nous.

Il s'agit à tout prix d'empêcher la montée de notre tendance dont les vues politiques sont chaque jour vérifiées par les faits. La peur, la sainte peur, fait perdre la tête à la majorité de la C. A. P.! Faut-il donc croire que, talonnés par les radicaux, par les spéculateurs sur l'or, par les banquiers, par les trusts certains des nôtres au nom de « la confiance aux possédants » soient entraînés à nous sacrifier.

A la porte les « énergumènes » que nous sommes, les « empêcheurs de danser en rond »! Vive la réconciliation française, « l'unité nationale »!

« Grands mots, beaux mensonges », disait J.-B. Severac, il y a six mois!

Par la bouche du même Severac et de ses amis, les grands mots et les beaux mensonges ont remplacé la charte de notre Parti. Nous mesurons ainsi le chemin parcouru.

« ...le qualificatif de « trotskystes » donné à ceux, quels qu'ils soient, qui, dans le large front des artisans de la révolution ouvrière sont sincèrement persuadés que LA LIBERTÉ DE PENSER EST LE PREMIER DES BIENS dont des travailleurs pour le moins souffrent. »

P.T.T., 21-1-37.

(Organe du Syndicat des Agents des P.T.T.)

Le gérant, J. LAFEVRE.

L'EMANCIPATRICE, Impr. Coopérative, 3, rue de Pondichéry, Paris. 16 273 1-37 G. DONNET, Administrateur-Délégué.

## UN ELOGE INATTENDU DU CAPITALISME !

(Ch. Spinasse, discours du 13 janvier 1937, au Moulin de la Galette.)

Nous avons voulu, par la dévaluation, éviter le contrôle des changes qui nous aurait conduit au monopole du commerce extérieur. Car le monopole du commerce extérieur implique la dictature économique et la dictature économique mène à la dictature politique.

Nous sommes des démocrates et nous considérons que la liberté est indivisible.

Le développement de la population exige une circulation intense des capitaux pour laquelle toutes les conditions nécessaires sont maintenant réalisées: nous avons promis la liberté aux capitaux; nous leur avons donné la garantie d'un profit légitime; quant à l'ordre social, il va être assuré par la loi sur l'arbitrage obligatoire.

Ces deux citations pourraient être empruntées à un discours de Paul Reynaud ou à un éditorial du *Temps*, à moins qu'on ne remonte au bon vieux temps où Paul Deschanel, par des considérations identiques à celles de Spinasse, « démolissait » le marxisme! Le marxisme a survécu à Paul Deschanel. Il survivra aussi au néo-libéralisme de Spinasse.

## MARCEAU PIVERT POURSUIVI

ORDRE DU JOUR DE LA C. E. DE LA SEINE  
LE LUNDI 18 JANVIER 1937

La Commission Exécutive Fédérale de la Seine adresse au militant courageux et dévoué à son Parti, qu'est Marceau Pivert, poursuivi devant les tribunaux par les fascistes en raison de son action socialiste et révolutionnaire, l'expression de sa fraternelle sympathie et de sa solidarité totale.

Cet ordre du jour a été voté à l'unanimité, toutes les tendances étant présentes.